

Vive le XI^e Congrès de la Section Française de la IV^e Internationale

(pages 6 et 7, Compte rendu des travaux du Congrès du P.C.I.)



LA VÉRITÉ DES TRAVAILLEURS

ABONNEZ-VOUS

C. C. P. 6965-68

64, Rue de Richelieu — PARIS

un an : 300 francs

PARTI COMMUNISTE INTERNATIONALISTE SECTION FRANÇAISE DE LA 4^e INTERNATIONALE

9 millions de travailleurs ont voté Communiste Socialiste GOUVERNEMENT P.C.F.-P.S.!

LES élections du 2 janvier ont montré que tout le pays voulait que « ça change ». Elles ont enregistré une forte poussée à gauche et ouvert une nouvelle période de tension sociale croissante.

Plus de 9 millions de voix (soit 40% des suffrages), celles des travailleurs, se sont portées sur les candidats du Parti communiste et du Parti socialiste. Dans les cités et régions industrielles, PC et PS progressent, dans certains cas de façon considérable. Les deux grands partis ouvriers gagnent chacun environ un demi-million de voix. Le PC enlève la majorité absolue dans plusieurs communes de la région parisienne. Tous les espoirs de réduire le nombre des voix communistes par des manœuvres du type des « accords Renault » ont échoué. De même les tentatives d'exploitation des crises qu'a connues le PCF au cours des dernières années. La méfiance de larges couches ouvrières pour la politique du PC ne pouvait se manifester dans le vote. Pour les travailleurs, celui-ci est avant tout l'occasion d'une manifestation de classe et pour qu'elle soit puissante, ils ont voté massivement pour les candidats du PC.

La poussée à gauche s'était manifestée dès avant les élections en obligeant à la rupture des apparentements de 1951, à la lutte acharnée entre Edgar Faure et Mendès-France. Elle s'oppose à présent à toute tentative de formation d'une majorité du centre. Les hommes du « Front Républicain » pour résister à la poussée des masses qui s'exprime confusément pour un nouveau « Front Populaire » sont obligés de dire non aux propositions d'entente du R.G.R. et du M.R.P. Cette poussée à gauche dans la petite bourgeoisie et même dans la bourgeoisie s'est traduite par des échecs retentissants de plusieurs leaders conservateurs et réactionnaires, et par des gains menaçants dans Paris aux dépens des élus traditionnels de la bourgeoisie parisienne.

Quant au succès poujadiste, c'est un avertissement sérieux. Par rapport au succès R.P.F. de 1951, le mouvement Poujade constitue une décanation, rassemblant des couches déçues par la majorité sortante, mais nullement attirées par les programmes mièvres des partis ouvriers. Le mouvement Poujade deviendra plus encore le terrain de prédilection de tous les aspirants fascistes à la recherche de troupes. Ce mouvement sera incontestablement le réservoir où ceux-ci puiseront les mécontents, les déclassés, pour en faire des formations de combat réactionnaires au fur et à mesure que les expériences à la Mendès-France échoueront, comme elles ne peuvent manquer de le faire.

Toute la presse bourgeoise française et internationale a frémi d'horreur devant le résultat des élections et la composition de la nouvelle Assemblée. Le pays, dit-elle, est moins gouvernable encore que par le passé et le spectre du Front Populaire se profile.

Le pays ne veut plus être gouverné comme par le passé et, par son vote, il a montré sans ambiguïté la seule solution qui donnerait un gouvernement stable, fort, à bon marché, susceptible de sortir le pays de l'enlisement et de montrer au monde entier une voie nouvelle. 150 élus communistes et une centaine d'élus socialistes ne sont pas loin de former une majorité parlementaire, et — comme il ne s'agit pas d'un problème d'arithmétique mais d'un problème politique — le bloc des

(Suite en dernière page) P. FRANK.

Les prolétaires français avec la Révolution Algérienne

L'Algérie est le problème N° 1 de la nouvelle législature. Tout le monde s'accorde à peu près sur ce point. Ce problème a largement dominé la campagne électorale et a fortement influencé ses résultats. Il est assez significatif de voir battu à plate couture les généraux si nombreux dans la Chambre précédente : les Billotte, de Montsabat, de Benouville, et quelques autres figures marquantes de la guerre colonialiste d'Asie et d'Afrique : M.M. Martinaud Déplat, Letourneau, Schmittlein, etc. D'autres, tels Soustelle et Kœnig n'ont été sauvés que par les artifices d'un scrutin de faussaires.

L'Algérie est le problème N° 1 « car le temps va, très vite, jouer contre la France » de l'avis de Mendès-France qui insiste pour une conclusion avant le printemps prochain. La puissance offensive des maquis s'accroît de semaine en semaine à un rythme vertigineux. Les opérations s'étendent sur tout le territoire et gagnent en ampleur. Les unités indigènes et les troupes supplétives levées dans la population algérienne se décomposent, témoin la récente disarmerie d'une partition de 29 hommes de Nedroma « dont on se refusait de croire qu'elle soit passée avec les armes et bagages dans les rangs des rebelles ».

L'armée française part battue, encore une fois, parce qu'elle est impuissante devant une guerre révolutionnaire qui soulève tout un peuple. Les renforts devront affluer sans cesse et ne changeront rien à l'issue de la guerre. Là où 200.000 hommes de troupe ne peuvent rien, même 500.000 ne viendront pas à bout de la résistance du peuple algérien.

L'Algérie est le problème N° 1, avant même que la question marocaine soit résolue, parce qu'il devient évident qu'à défaut du règlement de la situation algérienne aucune solution durable n'aura de chances de succès en Afrique du Nord.

L'Algérie est le problème N° 1 parce que la poursuite de la guerre colonialiste affaiblit dangereusement les positions de l'impérialisme français sur l'échiquier international. Elle porte un rude coup à l'économie française déjà défaillante. Elle aggrave la tension sociale et politique au sein de la métropole et prélude à d'autres « renforcement des extrêmes ».

Répondant à ces graves soucis de la bourgeoisie et cherchant à utiliser par la même occasion le désir de paix des larges masses, Mendès-France exposa à Marseille

R. LEBLOND.

(Suite en dernière page)

FORMEZ PARTOUT DES COMITÉS DE LUTTE

pour le retrait des Troupes d'Afrique du Nord

L'EXEMPLE DE TAIN-TOURNON

Dans notre précédent numéro nous avons publié une information sur le Comité des Jeunes de Suresnes contre la guerre en Afrique du Nord. Voici une autre expérience qui aidera à la constitution de semblables comités.

En août, les événements en Afrique du Nord s'aggravent et l'on apprend que la classe libérée est rappelée et que les libérables fin octobre seront maintenus. L'angoisse s'installe dans le cœur des mères et des épouses.

Que faire, qui s'opposera à ces mesures ?

1^o action : une pétition pour la paix en Afrique du Nord.

Sur l'initiative de deux femmes une pétition est lancée, qui reçoit plus de 600 signataires, est légalisée par le Maire et envoyée aux députés de la région et au Président du Conseil.

Lors d'une visite faite par Jeanette Veermersch au Teil, des questions lui sont posées, tendant notamment à demander au P.C. d'engager une action nationale de grande envergure contre la guerre. Il s'ensuit un échange de correspondance qui est publié par l'Humanité et d'où il ressort que les réponses de J. Veermersch n'ont pas satisfait ses auditeurs.

2^o action : formation d'un comité qui ne veut se rattacher à aucun parti.

A la première réunion de ce comité local créée avec l'aide de membres des combattants de la Paix ou de communistes, un programme est établi qui sera présenté aux responsables de groupements et de partis (ex: OGT, FO, AJOC, UJRF).

A une deuxième réunion, le comité se trouve élargi de quelques membres non-communistes.

3^o action :

Le comité décide d'organiser une conférence. Après bien des tribulations, il obtient l'assurance de la participation d'un journaliste de Paris, Mlle Claude Gérard. Des tracts sont imprimés et distribués pour informer la population de cette causerie. Le Maire accepte d'être présent sur l'estrade. Le nombre des auditeurs dépasse les prévisions des organisateurs. Mlle C. Gérard a été très objective et a vraiment informé. C'est une réus-

site et le comité s'élargit encore. Une motion est adoptée à la suite de la Conférence.

4^o action : pendant la période électorale.

Le comité décide de demander aux candidats quelle est leur position sur le problème d'Afrique du Nord.

A une première réunion MRP le candidat refuse de répondre à cette question : voulez-vous continuer la guerre ou faire des négociations immédiates ?

A une deuxième réunion MRP le candidat est incapable de répondre à toute question tant il est nul.

A une troisième réunion SFIO M. Picq sénateur est l'orateur ; de la partie de son discours ayant trait à l'Afrique du Nord, il ressort qu'il est complètement d'accord avec le comité. Cependant il est invité à préciser ces questions : voulez-vous des négociations qui impliquent un cessez-le-feu ? voulez-vous le vote libre pour élire les représentants arabes ? voulez-vous la libération des prisonniers politiques et des soldats manifestants ?

L'orateur répond oui à toutes ces invitant les électeurs à voter pour questions.

Des tracts ont été distribués les candidats dont ils connaissent leur position sur la guerre en Afrique du Nord.

Le comité est à la recherche d'une affiliation nationale.

Composition du Comité

Directeur d'école publique et C.C. — Instituteurs, institutrice combattante de la paix — Parents de soldats combattant — Communistes — Un ouvrier SFIO — Un employé SNCF et MLP — Un employé de Crédit Agricole MLP — Un membre AJ — Le responsable de la CGT — Un professeur de lycée — La femme du proviseur — Un dentiste — Deux membres de la Libre pensée — Un responsable de l'UJRF — Un représentant du SNI pour l'Ardeche — Un pour le Drôme.

On nous écrit : DE SARTROUVILLE

Un petit fait auquel j'ai assisté samedi 26 novembre prouve bien l'esprit revendicatif de la classe ouvrière qui se manifeste à la moindre occasion. Dans le quartier du Val Notre-Dame, on a été obligé, sur la route nationale de Pontoise, pour des raisons de travaux, d'y arrêter toute circulation et de dévier les voitures par une petite rue où il y a l'école (filles, garçons et maternelle) du quartier. Comme il n'y avait jamais de circulation dans cette petite rue, les gosses avaient l'habitude de la traverser sans faire attention. Mais les voitures elles qui viennent de quitter la grande route sur laquelle elles roulent comme des folles, continuent de le faire devant l'école.

L'indignation populaire a monté parce qu'on n'avait même pas trouvé quelques agents aux heures d'entrée et de sortie des classes pour régler la circulation. Alors que tous les parents, en grande majorité des ouvriers, savent par expérience que pour défendre les patrons le Gouvernement par pleins cars en-

voie ses flics. Mais là, rien, juste un agent hier à 8 h. 30. C'est au moins huit ou dix qu'ils devraient être.

Devant cette carence, à l'appel de l'association des parents d'élèves, les parents en grand nombre sont venus faire la circulation et surtout montrer leur mécontentement. Pour cela, ils ont bloqué comme à Nantes la circulation, ce qui a eu pour effet de faire un grand embouteillage. On pensera peut-être que c'est une petite chose, mais ce n'est pas mon avis ; ce qu'il faut voir, c'est que maintenant dans tout le pays on trouve tous les jours un tas de petites manifestations de ce genre, alors qu'il n'y a pas si longtemps encore, on entendait les gens rouspéter mais ça en restait là. Il y avait des dirigeants du P.C., en tout cas à mes yeux, ils ne sont pas apparus en tant que tels.

CORRESPONDANT.

Des correspondances de Bordeaux, des Landes et du Centre n'ont pu trouver place dans ce numéro.

ARRACHONS LA LIBÉRATION DES SOLDATS EMPRISONNÉS

Un lecteur nous communique des extraits de lettre d'un soldat emprisonné parmi beaucoup d'autres.

Travailleurs, syndicats, comités, partis, exigez partout la libération de tous les soldats frappés par la répression militaire !

« Nous avons quitté Sebaa-aioun et sommes cantonnés à Meknès, dans une école de l'ancienne Médina.

Le spectacle est déprimant au possible. 12.000 arabes vivent entassés dans des cabanes à lapins faites en terre séchée et en tôle. Des fards de poubelles entrent dans la construction d'un mur et il semble que ce soit le comble du luxe. Je ne me sentais pas très fier de faire une patrouille dans cette ville qui est pire que la zone.

Cet après-midi, j'avais des petits paquets de chocolat et de bonbons qu'on trouve dans les rations. Avec un copain je m'étais mis à les distribuer à trois petites filles qui étaient dans la cour. Immédiatement une trentaine de gosses de sept à dix ans nous ont assaillis. Je me suis retrouvé les mains toutes griffées. Ici la nourriture de la population c'est du thé et du pain. Je me faisais l'effet d'être un Allemand distribuant du chocolat pendant l'occupation. Ce n'est pas gai. Tous les gars ressentent cela. Certains n'essayent pas de comprendre et manifestent du mépris ou de la haine envers l'arabe.

Et puis il y a la peur. Pourtant elle est injustifiée dans la région. Il y a plus à craindre de nous-mêmes que des fellagahs qui brillent par leur absence. On n'a pas le droit de faire des sommations. On a peur, et c'est comme ça qu'une sentinelle a abattu un gars qui rentrait un peu tard. Ici les lois ne sont pas les mêmes qu'en France. En caserne on nous fait mettre au garde à vous et on fait venir des civils pour nous politiser.

Le 21 octobre.

« ...Tous les soirs une douzaine de gosses jouent autour de l'école. Nous avions eu pour dessert des gâteaux secs. Comme nous étions à en distribuer aux gosses le directeur de l'école, un Français, est arrivé comme un fou, il a saisi un gosse et s'est mis à le battre comme plâtre. Il l'avait allongé à terre et lui tapait sur la tête. De surprise, au premier moment personne n'a réagi, puis nous avons retiré l'enfant des mains de l'énergumène. Il s'est mis à proférer des menaces envers le gosse, affirmant qu'il le retrouverait. Il nous a reproché notre « sensibilité d'Européens ». Je trouve assez bizarre un directeur d'école ayant la haine, c'est le mot, de ses élèves.

Le 23 octobre.

« ... Lu dans un journal : « Le jeune Mohamed... âgé de 12 ans, a

été puni de deux mois de prison pour n'avoir pu justifier d'un emploi. »

C'est fou le nombre de gosses de huit à douze ans qui sont cirieux de souliers. La suprême élégance consiste ici à payer en lançant la pièce de vingt francs par terre d'un air dédaigneux. C'est écoeurant. Il me semble que pour pouvoir vivre ici, il faut être insensible au point d'accepter tout ça. Et accepter ça, c'est devenir un salaud. On ne peut pas être honnête et vivre au Maroc.

Meknès, le 29 octobre.

« ...D'un bout de la journée à l'autre, des tas de gens défilent en criant « Ben Malech Ben Youssef ». Il vont par groupe de 500 brandissant des drapeaux marocains et des portraits.

Nous sommes en état d'alerte. J'aurai bien des choses à te dire en rentrant sur le tact que manifestent les C.R.S. pour éviter les accrochages. Les manifestants sont increvables. Depuis jeudi soir ils n'arrêtent pas de chanter et crier, et nous sommes samedi après-midi. Ils ont un service d'ordre impeccable. On lui doit certainement beaucoup plus qu'à nos F.M...

« ...Je suis en tôle. A la fin du mois d'octobre j'avais passé une contre-visite avec tous les exemptés de ma batterie. Le toubib lieutenant nous insulta. Avec l'accord de la section, j'ai envoyé une lettre au colonel. Organisation de protestation collective. C'est monté au général Lecoq. 45 jours de prison dont 12 de cellule. Avec cela, la dysenterie. J'ai le moral à zéro.

Le 12 décembre.

« ...Les motifs officieux et officiels s'accumulent. Je suis soupçonné d'avoir organisé la manifestation de Saint-Séverin. Je suis accusé d'avoir brutalisé un instituteur français. Tu sais, l'énergumène qui frappait les gosses, un certain Gihia.

Le 15 décembre.

« ...J'ai reçu en caisse la visite d'un officier de la Sécurité Militaire. Il n'est paraît-il pas question du tribunal militaire pour moi.

Je devrais simplement terminer mes jours de prison, puis un conseil de discipline se réunira pour décider de mon rab. A présent il s'agit de 55 jours de prison, ce qui fera ensuite 55 jours de rabiot. Ça me ferait rentrer en fin mars. Mes copains sont déjà partis. Depuis le temps que je pense à faire la grève de la faim, j'ai bien envie de commencer.

Les Trotskystes dans la révolution algérienne

Nous avons pris connaissance de divers documents tendant à faire accréditer dans l'opinion publique l'idée que les trotskystes jouent un rôle pernicieux dans la lutte intestine qui oppose diverses fractions du mouvement nationaliste algérien.

Le livre de Colette et François Jeanson, « L'Algérie hors la loi » note, en parlant de Messali Hadj, que « ceux qui s'efforcent de redorer le blason d'un chef national aujourd'hui dépassé... se recrutent essentiellement dans les milieux trotskystes ».

Dans des documents du Front de Libération Nationale reproduits par la revue de A. Mandouze « Consciences maghrébines », il est dit d'une part :

« Incidents en France sur l'instigation de Messali et des conseillers trotskystes du M.N.A. des militants du F.L.N. ont été attaqués lâchement par des algériens induits en erreur... et d'autre part : « toute la littérature du M.N.A. est rédigée par les trotskystes. »

De telles accusations sont trop graves pour que nous puissions nous abstenir de les relever. Elles portent gravement atteinte au renom du trotskysme qui est depuis de vingt ans l'allié sûr et fidèle des nationalistes algériens dans les bons comme les mauvais jours.

Nous voici contraints de signaler à nouveau le groupe Lambert qui utilise abusivement le nom de notre parti et de la IV^e Internationale dont il a cessé de faire partie depuis 1952, ne saurait en aucune façon engager la responsabilité du mouvement trotskyste. L'attitude adoptée par ce groupe dans la question algérienne et ses agis-

sements irresponsables sont en complète contradiction avec les principes trotskystes.

Le mouvement nationaliste algérien traverse une profonde crise depuis plusieurs années. L'origine ne peut en être recherchée ailleurs que dans la carence politique de l'ancienne direction du M.T.L.D. doublée d'un régime d'organisation anti-démocratique. Les révolutionnaires métropolitains se devaient d'agir avec une grande circonspection à la fois parce que les conflits des diverses fractions se déroulaient sur un terrain qui était propre au mouvement nationaliste parce qu'il importait de souligner notre désir de respecter l'autonomie du mouvement.

Notre devoir est de servir le mouvement algérien et de non s'en servir. Une dérogation à ce principe ne peut se solder que par un résultat désastreux. Les nationalistes algériens ont fait à cet égard des expériences négatives avec le mouvement ouvrier métropolitain que l'on n'effacera que par un redoublement d'attention et de rigueur.

Il ne nous appartient pas de nous livrer à des attaques contre Messali Hadj. En tant que parti métropolitain, nous nous inclinons devant son passé de combattant anti-impérialiste et nous sommes solidaires de tous les algériens en butte à l'impérialisme. Ce sont naturellement ceux qui se trouvent à la pointe du combat qui bénéficient au maximum de notre sympathie et de notre soutien.

L'admirable déroulement de la révolution algérienne est à porter entièrement au crédit des jeunes cadres algériens qui, passant outre

à la carence et aux déchirements de leurs dirigeants, ont pris résolument l'initiative. C'est un fait historique sur lequel il n'est pas possible d'ergoter. Il ne peut échapper qu'à ceux qui entendent délibérément demeurer aveugles.

Le bilan d'un an de cette révolution en dit long quant à la maturité de ces cadres et est, par contraste, accablant pour les anciens dirigeants. Le mouvement nationaliste a fait peu de bruit. Il est devenu incomparablement plus puissant que par le passé. Ses racines plongent profondément dans le peuple algérien. Il est devenu plus efficace, plus responsable, véritablement révolutionnaire en un mot. Une nouvelle génération de combattants se révèle au feu ; un nouveau chapitre s'est ouvert sur lequel on ne reviendra pas.

Il ne peut pas y avoir de fraction algérienne plus révolutionnaire aujourd'hui que celle qui combat dans le maquis. S'opposer à ce mouvement c'est aller à sa perte, car rien ne justifie cette opposition. De la part d'un groupement métropolitain quel qu'il soit la lutte contre le Front de Libération Nationale qui est l'initiateur et la direction incontestable des maquis ne peut être qualifiée autrement que comme une trahison de la révolution algérienne. Nous le disons en mesurant bien nos mots.

La tentative de créer la confusion, en niant que le Front de Libération Nationale est l'émanation de l'armée de libération est puérile et ne peut que souligner la déchéance de ceux qui sont contraints à se livrer à des jeux aussi futiles.

Tout aussi ridicules et absurdes sont les arguments tendant à prouver que ceux qui luttent les armes à la main sont les opportunistes, les tenants du compromis avec l'impérialisme et du bourgeoisisme. La simple réalité de la configuration politique du Maghreb est pourtant limpide. Qui peut nier que la principale barrière au bourgeoisisme est à l'heure actuelle l'armée de libération du Maghreb dont le Front de Libération Nationale algérien constitue l'épine dorsale ?

Qui peut nier l'apport décisif du F.L.N. à l'œuvre historique de l'unification nord-africaine ?

Le F.L.N. ne peut être dissocié de la révolution algérienne et nord-africaine. Cela peut plaire ou déplaire ; cela est. Les censeurs « révolutionnaires » du front se sont placés dans une triste posture.

Le trotskysme qui est le programme de la révolution internationale, ne peut avoir de reproche à formuler contre les cadres populaires qui ont débordé et mis hors du circuit leurs dirigeants traditionnels timorés ou incapables. Il fait confiance à ces cadres plus qu'à quiconque. N'ont-ils pas déjà fait accomplir des pas de géant à la révolution nord-africaine ? Sans eux, sans leur action sérieux nous au point où nous en sommes ?

C'est sur eux que reposent les chances de la révolution nord-africaine pour de longues années. Ils doivent bénéficier au maximum du soutien inconditionnel de tous les révolutionnaires.

Le Bureau Politique du P.C.I.

Sur les raisons du déclenchement de la lutte armée.

« ... Notre Mouvement National (M.T.L.D.) terrassé par des années d'immobilisme et de routine, mal orienté, privé du soutien indispensable de l'opinion populaire, dépassé par les événements, se désagrège progressivement à la grande satisfaction du colonialisme qui croit avoir remporté la plus grande victoire de sa lutte contre l'avant-garde algérienne. L'heure est grave !

Devant cette situation qui risque de devenir irréparable, une équipe de jeunes responsables et militants conscients, ralliant autour d'elle la majorité des éléments encore sains et décidés, a jugé le moment venu de sortir le Mouvement National de l'impasse où l'ont acculé les luttes de personnes et d'influence pour le lancer aux côtés des frères marocains et tunisiens dans la véritable lutte révolutionnaire. »

(proclamation du Front de Libération Nationale au peuple algérien du 31-10-54).

Les conditions de paix.

« ... La solution pacifique du problème algérien est désirée par tous les patriotes algériens. Elle est possible sur la base de la reconnaissance du droit du peuple algérien à l'auto-détermination, droit s'exprimant par l'élection au suffrage universel et sans distinction de race ni de religion, d'une Assemblée constituante souveraine. Une telle assemblée, élue librement, après l'arrêt de la répression militaire et policière, la libération de tous les détenus politiques et le rétablissement de toutes les libertés démocratiques permettrait la création d'une représentation authentique du peuple algérien pouvant discuter avec la France

Ce qu'est, ce que veut le FRONT DE LIBERATION NATIONALE

du problème des relations entre les deux pays sur un pied d'égalité. »

« ... Les conditions de paix définies sont les conditions d'un « cessez le feu », les armes ne devant être remises qu'à un gouvernement algérien, une fois les négociations terminées. »

(déclaration du F.L.N. : pour une solution pacifique du problème algérien).

Répudiation des solutions bâtarde

« ... A la lumière du dernier débat du Parlement français d'octobre 1955 et de ses conclusions, la Délégation Algérienne du FLN affirme que la France demeure fidèle à sa politique traditionnelle de domination et d'hostilité aux aspirations nationales du peuple algérien et que le soi-disant programme de réformes n'est destiné en réalité qu'à justifier aux yeux de l'opinion mondiale le renforcement de la politique de répression. »

Elle met en garde les Algériens contre la participation à d'éventuelles consultations ou négociations sur des bases arrêtées par le gouvernement français dont le changement de méthodes est loin de signifier un changement de politique.

La Délégation Algérienne du F.L.N. réaffirme que toute solution qui ne donne pas, en premier lieu, la parole au peuple algérien et cherché à lui imposer une orientation contraire à ses aspirations

à l'indépendance, sera combattue avec la dernière énergie.

Elle proclame que le peuple algérien, sous l'égide du Front et de l'Armée de Libération ne reconnaît à aucune personnalité ou groupement politique algérien le droit de le lier par un engagement quelconque tant que la France n'aura pas solennellement renoncé à sa volonté de maintenir sa domination sous une forme ou sous une autre.

Elle constate que les solutions intermédiaires, dans les conditions actuelles ne visent qu'à affaiblir le potentiel révolutionnaire du peuple algérien et à mettre dans le jeu de l'impérialisme français certains secteurs de l'opinion algérienne.

Elle souligne qu'au stade du développement de la lutte en Afrique du Nord et conformément à la déclaration de l'Armée du Maghreb arabe publiée lors de sa constitution, il n'est plus question d'une solution pour chacun des trois pays : Maroc, Algérie, Tunisie, mais qu'il y a désormais un problème nord-africain qui exige une solution nord-africaine...

La Délégation Algérienne invite, en conséquence, le peuple nord-africain à faire preuve de vigilance et de fermeté pour déjouer toutes les manœuvres de l'impérialisme français, habilement présentées sous formes de solutions honorables et avantageuses et dont le but essentiel est de briser la lutte armée, danger suprême pour la do-

mination française en Algérie et seul moyen pour réaliser les conditions d'une victoire réelle des aspirations nord-africaines à l'indépendance. »

(Déclaration de la Délégation Algérienne du F.L.N.).

Message du Front de Libération Nationale au Sultan Sidi Mohamed Ben Youssef.

« ... Le F.L.N., tout en assurant votre majesté de son profond respect, rappelle la déclaration de l'Armée de Libération Nord-africaine réaffirmant sa volonté de ne déposer les armes qu'une fois le Maghreb libéré et complètement indépendant. »

Les trois peuples du Maghreb forment un seul bloc indivisible, nul ne peut dissocier l'un de ces peuples de la lutte commune. »

Sur le Maroc et l'expérience Tunisienne.

« ... Le stade est dépassé des « chefs nationaux » et des « combattants suprêmes ». L'Afrique du Nord, dans son ensemble, est arrivée dans une phase cruciale où elle ne tient compte que de la valeur intrinsèque de ses patriotes. »

« ... A présent, les dirigeants du Maroc ont tous les atouts en mains. Toute concession faite risquerait de tout remettre en question. La colère du peuple serait alors terrible. Nous ne pouvons croire que sa Majesté Sidi Mohamed Ben Youssef, qui a subi tous les outrages, les atteintes à sa personne et à travers lui la nation marocaine dans son ensemble, fasse le jeu d'un gouvernement français, pour renouveler la monstrueuse erreur des accords franco-tunisiens dont l'échec est probant. »

« Résistance Algérienne » du F. L. N.)

Il nous est impossible de donner dans la place limitée de ce journal un compte-rendu détaillé des travaux du 11^e Congrès ; et nous le déplorons, car nous pensons que l'élaboration politique à laquelle ont procédé les militants de notre parti présente un intérêt pour tous ceux qui s'intéressent à la lutte ouvrière et y participent. Nous nous trouvons donc obligés de reprendre l'ordre des travaux du Congrès en indiquant, dans chaque cas, les principales conclusions politiques auxquelles il est parvenu.

Le Congrès s'ouvrit par les saluts de bienvenue, un salut de la direction de l'Internationale et des sections sœurs, et par la nomination de diverses commissions.

Délais de guerre, conjoncture économique, perspectives

Le premier point à l'ordre du jour était la situation internationale. Le rapport présenté par le camarade P. Frank était basé sur celui qui avait été présenté le mois précédent au 16^e Plenum du Comité Exécutif International, et qui sera publié dans le prochain numéro de *Quatrième Internationale*.

Ce rapport procède à une vérification des positions de l'Internationale depuis son 3^e Congrès Mondial « Au 12^e Plenum (octobre 1952), nous avons précisé qu'à partir de la fin de 1953 environ, l'impérialisme se trouverait sérieusement réarmé, et qu'à partir de cette date nous entrerions dans une période critique, qui pouvait s'étaler sur quelques années, et pendant laquelle la guerre — sans qu'elle se déclenche nécessairement — devenait possible.

« Dans toutes nos analyses concernant les délais de guerre, la question de la conjoncture économique a joué, et pour cause, un rôle fondamental. Nous avons écrit et dit, et ceci à satiété, que l'impérialisme se lancerait dans la guerre par nécessité, afin d'éviter le pire, en quelque sorte pris à la gorge. » le rapport observe que l'activité économique s'est développée de manière tout à fait inattendue dans le monde capitaliste :

« Le 4^e Congrès Mondial, tout en ayant attiré l'attention sur un étalement encore plus long des délais pour une crise économique majeure, étalement possible surtout à cause du rôle interventionniste de l'Etat, n'a pas prévu un retournement aussi spectaculaire de la conjoncture économique que celui auquel nous assistons, surtout depuis un an déjà. »

qui, en premier lieu, explique pourquoi le capitalisme américain a accepté de rencontrer le gouvernement soviétique à Genève, accumulant les profits et se préparant mieux pour les combats de demain.

« Le retournement de l'impérialisme à Genève est le résultat de l'interaction du facteur du rapport de force défavorable à l'impérialisme et de l'attitude conciliante de la bureaucratie soviétique, dans un climat de prospérité économique pour le capitalisme.

Le retournement de l'impérialisme n'est cependant pas définitif, dans le sens qu'il abandonnerait désormais le recours à la guerre, et ne signifie pas non plus qu'il accepte désormais le statu quo actuel. Ce retournement est conjoncturel et dépend toujours de l'évolution de la conjoncture économique et des perspectives révolutionnaires. Aucun des problèmes litigieux de la « guerre froide » n'a trouvé une solution à Genève : ni ceux d'Extrême-Orient ni ceux d'Europe, l'Allemagne en premier lieu, ni le problème du désarmement. »

Le rapport explique très en détail les raisons de la bonne conjoncture économique (armement, crédits considérables, dépenses d'Etat) et arrive à la conclusion suivante quant à la perspective économique :

« Face aux moyens toujours importants dont dispose l'Etat capitaliste en matière de dépenses et de subventions de toute sorte, et de contrôle du crédit, et vu l'étude empirique constante à laquelle il soumet quotidiennement la marche de l'économie, il est beaucoup plus probable que la nouvelle dépression économique que préparent inéluctablement tous les processus actuels, prendra plutôt la forme d'une « récession » plus accentuée et plus profonde que les précédentes, mais non pas d'une crise classique brusque et catastrophique dès le début. »

Quant aux perspectives, après une étude des divers facteurs, il conclut :

« Ainsi, de quelque manière qu'on envisage l'évolution possible de la situation internationale, sur une période plus longue on ne peut responsablement affirmer qu'il existe une perspective, pratiquement la plus probable, d'une « coexistence pacifique » synonyme d'une prospérité économique prolongée du capitalisme, ainsi que d'un éloignement des perspectives

VIVE LE 11^E CONGRÈS

Au début de novembre s'est tenu pendant trois jours le 11^e Congrès du *Parti Communiste Internationaliste (Section française de la IV^e Internationale)*.

A ce Congrès étaient présents les délégués, les représentants du Comité Exécutif International, des membres du parti et des invités, entre autre un observateur des mouvements d'émancipation d'Afrique du Nord.

Notre 11^e Congrès National a montré le progrès très grand réalisé par notre Parti durant l'année écoulée.

Les progrès numériques étaient visibles par la présence et la participation à la discussion de nouveaux militants.

Mais ce qui était encore bien plus frappant était la transformation des militants du parti, due à un enracinement dans la classe ouvrière plus important qu'à aucune autre période du Parti. Cela donna une place bien plus grande aux militants ouvriers dans la discussion politique, un caractère beaucoup plus concret à celle-ci et dans l'ensemble une atmosphère de sérieux et de confiance qui fut sensible non seulement aux jeunes militants qui assistaient pour la première fois à un Congrès trotskyste, mais aussi aux plus vieux qui comparaient avec le passé.

révolutionnaires et de l'éventualité de la guerre dans de telles conditions, c'est-à-dire de la riposte de l'impérialisme à la Révolution.

La question de l'éventualité d'une nouvelle stabilisation du capitalisme analogue à celle de 1923-1929 qui serait soi-disant déjà commencée, trouve du coup sa réponse : dans les conditions d'une période dans laquelle le rapport des forces global reste toujours favorable à la Révolution, il est insensé de parler d'une telle éventualité pour le capitalisme.

L'aspect actuellement favorable de la conjoncture économique pour le capitalisme n'a qu'un caractère provisoire et limité dans le cadre des conditions politiques et sociales internationales éminemment défavorables à l'impérialisme, et qui ne risquent de changer en tant que telles fondamentalement. »

La révolution Nord-Africaine

La révolution en Afrique du Nord et nos tâches, tel était le second point de l'ordre du jour. Du rapport très substantiel du camarade Mortier, nous ne donnerons que quelques lignes, étant donné la place importante que nous consacrons désormais dans chaque numéro à cette question.

A propos de la question des négociations, la résolution adoptée déclare :

« Mettre en avant comme objectif essentiel, fondamental, de l'action prolétarienne le mot d'ordre des négociations signifie de la part des grands partis ouvriers dénaturer profondément le combat anti-impérialiste. C'est ignorer sciemment la nature révolutionnaire de la situation et des problèmes en suspens. C'est tourner le dos aux objectifs révolutionnaires qui constituent la mission historique du prolétariat. C'est investir les négociateurs impérialistes du Quai d'Orsay et de la haute administration colonialiste de la confiance des travailleurs français. La lutte anti-impérialiste est inséparable de la lutte contre le gouvernement capitaliste et pour un gouvernement des travailleurs. »

Le Congrès s'est particulièrement attaché à examiner les moyens d'aider la révolution en Afrique du Nord, et plus particulièrement les tâches dans la jeunesse, comme couche la plus directement intéressée à la lutte contre la guerre contre-révolutionnaire en Afrique du Nord.

Les causes économiques du « gauchisme » de Mendès-France

C'est le camarade J. Privas qui présenta le rapport sur la situation française. Nous ne pouvons malheureusement donner ici tout ce qu'il apporta sur la situation de l'économie française.

« Une des raisons, certainement capitale, est la modification, la modernisation d'une des bases essentielles du capital monopoleur, la sidérurgie. Par des dons et prêts de l'Etat (sur 1434 milliards prêtés aux

La discussion politique fut extrêmement nourrie et approfondie, particulièrement en ce qui concerne le mouvement des masses, l'analyse de la Révolution nord-africaine et nos tâches. A travers la discussion tous les textes ont été améliorés, plusieurs points clarifiés davantage et l'ensemble des idées a été précisé. Cette chose très importante s'est concrétisée dans l'adoption de documents correspondant à une compréhension commune et enrichis par une élaboration collective.

Ce n'est pas seulement l'écho de la situation en France et en Afrique du Nord qui donna un caractère exaltant au Congrès, c'était aussi le fait pour chacun de sentir que notre Parti était lié le plus étroitement possible au développement de cette situation tant par sa compréhension que par son action. Le salut du représentant du Secrétariat International qui en félicita notre action emplît de fierté les militants.

Notre Congrès s'est tenu dans une période où subsistent encore, en dehors de nous, des groupes se réclamant du trotskysme, ce qui à l'extérieur permet à certains de parler une fois de plus de la décomposition et de la fin du trotskysme. Cela ne nous a jamais

entreprises industrielles et commerciales par le fonds de modernisation et d'équipement de 1948 à 1953, 126,4 milliards l'ont été par la sidérurgie, dont 82 milliards à deux trusts : SOLLAC et USINOR) par l'autofinancement, par les dons américains, la sidérurgie s'est rééquipée de façon à être parmi les plus modernes du monde.

Mais en 1954 et 1955 on constate que cette proportion de la part des fonds pour les investissements allant à la sidérurgie a baissé au profit des industries de transformation.

Ce tournant est exprimé par le 7^e rapport de la Commission des investissements : dans la sidérurgie « les sociétés cherchant à tirer le profit maximum des outillages contenus qu'elles ont mis en place ». Or, ces sociétés tireront le profit maximum non seulement grâce au budget de guerre mais si l'industrie française elle-même devient un meilleur client. D'où la tentative de modernisation, de concentration, de production, d'équipement de l'Afrique du Nord, de développement industriel des régions pauvres, etc... dont la réalisation accroîtrait le marché de la sidérurgie et de la grosse métallurgie...

... Toutes ces mesures se couvrent d'une phraséologie de modernisation, de progrès, d'élévation du niveau de vie, de plein emploi, etc... mais sont destinées à accroître le marché intérieur et extérieur et à utiliser davantage les fonds de l'Etat au profit du grand capital.

La révolution Nord-Africaine :

... La transformation de la lutte des masses nord-africaines pose maintenant un problème qui bouleverse tous les plans établis par les diverses fractions de la bourgeoisie.

... C'est la situation en Algérie qui constitue le point crucial dans l'immédiat.

Dans la situation française, l'importance de son effet s'est exprimé par les rébellions des soldats et par la politisation accélérée dans la jeunesse travailleuse.

Deux choses sont à souligner dans ces révoltes contre la guerre. D'abord et c'est le plus important, leur caractère spontané et leur courage. Elles dénotent une incontestable volonté révolutionnaire, même si elles n'ont pas trouvé d'expression claire. La révolte des soldats est un phénomène profondément politique, anti-bourgeois. Une politique révolutionnaire ne peut pas ne pas recevoir un accueil chaleureux parmi ces jeunes opposés à la guerre.

Ensuite l'attitude criminelle du PCF et de l'UJRF qui se sont opposés à la lutte réelle (en la dénégant comme le fruit de provocations)...

Où allons-nous ?

... Les grandes grèves d'août-septembre ont également montré par leur spontanéité et leur combativité la profondeur de la volonté de changement qui existe dans la classe ouvrière...

CONGRÈS DU P.C.I.

La discussion politique fut extrêmement nourrie et approfondie, particulièrement en ce qui concerne le mouvement des masses, l'analyse de la Révolution nord-africaine et nos tâches. A travers la discussion tous les textes ont été améliorés, plusieurs points clarifiés davantage et l'ensemble des idées a été précisé. Cette chose très importante s'est concrétisée dans l'adoption de documents correspondant à une compréhension commune et enrichis par une élaboration collective.

Ce n'est pas seulement l'écho de la situation en France et en Afrique du Nord qui donna un caractère exaltant au Congrès, c'était aussi le fait pour chacun de sentir que notre Parti était lié le plus étroitement possible au développement de cette situation tant par sa compréhension que par son action. Le salut du représentant du Secrétariat International qui en félicita notre action emplît de fierté les militants.

Notre Congrès s'est tenu dans une période où subsistent encore, en dehors de nous, des groupes se réclamant du trotskysme, ce qui à l'extérieur permet à certains de parler une fois de plus de la décomposition et de la fin du trotskysme. Cela ne nous a jamais

émus ; notre mouvement est attaqué de partout par d'immenses forces matérielles et sa force essentielle à l'heure actuelle est encore celle de ses idées. Que, dans cette lutte, il ait connu des défections enrobées dans diverses constructions idéologiques n'a rien de surprenant. Que, pour celui qui suit notre mouvement de l'extérieur, la situation apparaisse aujourd'hui encore confuse, nous ne le nions pas. Mais tandis que les groupes qui ont rompu avec nous connaissent à présent un effritement, notre Parti seul témoigne de sa vitalité et de sa progression par la tenue régulière de ses congrès, une vie politique l'armant pour l'action et le renforcement de son caractère d'organisation communiste.

Section de la IV^e Internationale, notre Parti puise dans ce parti mondial dont il n'est qu'un morceau la force pour résister aux assauts et pour se lier à la classe ouvrière et y faire pénétrer nos idées.

Nous avons quitté le 11^e Congrès avec la certitude que ses travaux avaient contribué à rendre l'organisation plus forte et plus apte à utiliser les possibilités offertes par la situation.

La grève de Nantes n'est pas une exception, elle reflète le niveau de la classe ouvrière française. Pour que tous les travailleurs d'une ville soumis à la guerre d'usure tant de la part de la bourgeoisie que des directions ouvrières réalisent unanimement une telle action ce n'est pas seulement des revendications immédiates qui les inspirent, mais un profond désir de vaincre et d'écraser l'ennemi de classe...

La révolution coloniale par l'affaiblissement qu'elle provoque chez l'ennemi de classe et la réprobation que soulève la guerre contre-révolutionnaire, accélère le développement de l'idée qu'il faut balayer ce régime.

... Il est probable que l'une ou l'autre des deux éventualités électorales extrêmes précipiteraient une vague de luttes ouvrières : soit une victoire de la droite à laquelle les travailleurs pourraient répondre par une offensive soit une victoire du Front Populaire que les travailleurs interpréteraient comme un encouragement à attaquer le patronat. C'est d'ailleurs dans ce sens que Mendès-France se considère comme l'homme capable de désorienter à nouveau suffisamment les travailleurs, avec l'aide de la SFIO et du PCF pour faire reculer ou empêcher une vague de luttes ouvrières.

De toute façon il ne faut pas s'attendre à une longue période de calme social, mais au contraire à de nouvelles luttes qui tendront de plus en plus à prendre un aspect politique en exigeant la cessation de la guerre en Afrique du Nord et des mesures économiques ou politiques empiétant sur le pouvoir bourgeois. Peut-être faudra-t-il à nouveau une expérience « de gauche » ou de Front Populaire pour que l'idée du gouvernement PS-PCF devienne plus claire, mais il est hors de doute que la période qui s'ouvre fera germer et mûrir cette idée plus largement que jamais...

... Un important problème propagandiste se trouve posé par la mise à l'ordre du jour d'un nouveau Front Populaire. Il est pour nous très clair que le Front Populaire, alliance entre les partis ouvriers et un ou des partis bourgeois sur un programme bourgeois, a pour but d'empêcher la lutte révolutionnaire des masses.

Notre propagande doit le montrer sans arrêt d'une façon très concrète et très explicative. Notre mot d'ordre général reste : les partis ouvriers au pouvoir pour appliquer un programme en faveur des masses. Mais nous ne pouvons nous contenter d'opposer le gouvernement ouvrier et paysan au gouvernement de Front Populaire, même en accompagnant cette opposition de toutes les explications théoriques et historiques voulues.

Dans le Front Populaire existent deux aspects différents et en fait opposés : d'une part l'alliance des chefs au sommet — d'autre part l'unité des masses à la base. Mais les masses ne voient pas clairement la contradiction entre les aspirations de ces deux aspects. Nous devons saisir dans ce que veulent les masses tout ce qui en fait les oppose à ce que veulent et réalisent les chefs. C'est dire que la question du programme dans son ensemble et surtout de chaque

revendication doit être saisie par nous pour lui donner une formulation transitoire aidant les masses à comprendre que pour sa réalisation il est indispensable que les partis ouvriers rompent avec les partis bourgeois et prennent le pouvoir.

Aussi longtemps que le Front Populaire n'est pas réalisé dans les faits, nous appellerons les travailleurs, avant tout les travailleurs organisés, à s'opposer à la conclusion d'un accord des partis ouvriers avec des politiciens bourgeois et à imposer à leurs dirigeants un front unique ouvrier en vue de prendre le pouvoir.

Si le front populaire se réalise, nous insisterons surtout d'une part sur les revendications des masses, les mots d'ordre correspondant à leurs intérêts, c'est-à-dire le programme du gouvernement, et d'autre part sur la nécessité pour les travailleurs, d'être organisés dans des organismes de base (comités), afin de contrôler le gouvernement et de décider démocratiquement eux-mêmes ce qu'ils veulent et comment agir pour l'imposer.

L'agitation sur des revendications de notre programme de transition et correspondant à telle ou telle revendication concrète et actuelle des masses deviendra un moyen important de notre action politique pour aider celles-ci à comprendre leur opposition politique à un gouvernement bourgeois « de gauche », dit Front Populaire :

— OUVERTURE DES LIVRES DE COMPTE POUR VERIFIER SI LES AUGMENTATIONS DE SALAIRES SONT REELLEMENT IMPOSSIBLES.

— CONTROLE OUVRIER SUR LA PRODUCTION POUR COMBATTRE LES CADENCES INFERNALES.

— DISSOLUTION DE CRS ET DES FORCES DE POLICE ANTI-OUVRIERES.

— EXPROPRIATION DES TRUSTS.

— RETRAIT DES BASES MILITAIRES.

— INDEPENDANCE DES COLONIES.

Chaque revendication devra, bien entendu, aboutir à la conclusion : les partis ouvriers doivent rompre avec les partis bourgeois et prendre le pouvoir.

Plus la lutte des masses sera active, plus notre politique pourra être comprise. Mais de toute façon, nous devons partir de la réalité et ne pas nous couper des masses par une opposition sectaire à leur action, même si elle se fait sous le drapeau du Front Populaire. Nous devons comprendre ce qu'elles y mettent et ne pas rejeter le mouvement des masses en même temps que les combinaisons de sommet.

Bien entendu, l'alliance des partis ouvriers et de Mendès-France ou d'autres politiciens bourgeois peut prendre des formes très diverses et ne pas acquiescer la « pureté » de 1936 ou de 1945. Le PC peut soutenir Mendès-France sans que celui-ci accepte une alliance formelle, etc... et notre propagande devra en tenir compte.

Mais, dans la mesure où la lutte des masses se développerait, il n'est pas impossible que les uns et les autres soient obligés d'aller plus loin qu'ils ne l'aimeraient et que, pour lui faire barrage, ils aboutissent à un gouvernement avec le PC. Dans ce cas les questions se poseraient plus clairement...

La marche de l'organisation

Après les débats politiques très approfondis, le Congrès consacra la fin de ses travaux à l'examen du travail de l'organisation, de ses progrès et de ses lacunes, des perspectives qui s'offraient dans divers milieux de travail, sur la base des rapports des camarades Périer et Merlin.

Cette partie du Congrès fut aussi riche d'interventions que les précédentes. Il en ressortit que l'activité du Parti, dans les mois à venir, avait dans un certain nombre de domaines précis des possibilités de développements tout à fait concrètes, pouvant conduire à un nouveau renforcement du parti en plus des progrès déjà obtenus au cours de l'année écoulée.

Il ne resta plus au Congrès, en conclusion de ses travaux, qu'à élire les organismes de direction et de contrôle du Parti pour la période à venir.

Délégués, membres du Parti et invités se séparèrent dans une atmosphère enthousiaste, pleine d'optimisme. Ce Congrès n'aura certainement pas d'autre publicité que celle que nous lui donnons ici ; mais il aura servi la cause du socialisme et la régénération du mouvement révolutionnaire en France d'une façon très positive, à la différence de nombres d'assemblées où trônaient les vedettes et où la base n'avait que le droit d'applaudir.

entreprises industrielles et commerciales par le fonds de modernisation et d'équipement de 1948 à 1953, 126,4 milliards l'ont été par la sidérurgie, dont 82 milliards à deux trusts : SOLLAC et USINOR) par l'autofinancement, par les dons américains, la sidérurgie s'est rééquipée de façon à être parmi les plus modernes du monde.

Mais en 1954 et 1955 on constate que cette proportion de la part des fonds pour les investissements allant à la sidérurgie a baissé au profit des industries de transformation.

Ce tournant est exprimé par le 7^e rapport de la Commission des investissements : dans la sidérurgie « les sociétés cherchant à tirer le profit maximum des outillages couteux qu'elles ont mis en place ». Or, ces sociétés tireront le profit maximum non seulement grâce au budget de guerre mais si l'industrie française elle-même devient un meilleur client. D'où la tentative de modernisation, de concentration, de production, d'équipement de l'Afrique du Nord, de développement industriel des régions pauvres, etc... dont la réalisation accroîtrait le marché de la sidérurgie et de la grosse métallurgie...

... Toutes ces mesures se couvrent d'une phraséologie de modernisation, de progrès, d'élévation du niveau de vie, de plein emploi, etc... mais sont destinées à accroître le marché intérieur et extérieur et à utiliser davantage les fonds de l'Etat au profit du grand capital.

La révolution Nord-Africaine :

... La transformation de la lutte des masses nord-africaines pose maintenant un problème qui bouleverse tous les plans établis par les diverses fractions de la bourgeoisie.

... C'est la situation en Algérie qui constitue le point crucial dans l'immédiat.

Dans la situation française, l'importance de son effet s'est exprimé par les rébellions des soldats et par la politisation accélérée dans la jeunesse travailluse.

Deux choses sont à souligner dans ces révoltes contre la guerre. D'abord et c'est le plus important, leur caractère spontané et leur courage. Elles dénotent une incontestable volonté révolutionnaire, même si elles n'ont pas trouvé d'expression claire. La révolte des soldats est un phénomène profondément politique, anti-bourgeois. Une politique révolutionnaire ne peut pas ne pas recevoir un accueil chaleureux parmi ces jeunes opposés à la guerre.

Ensuite l'attitude criminelle du PCF et de l'UJRF qui se sont opposés à la lutte réelle (en la dénigrant comme le fruit de provocations)...

Où allons-nous ?

... Les grandes grèves d'août-septembre ont également montré par leur spontanéité et leur combativité la profondeur de la volonté de changement qui existe dans la classe ouvrière...

ÉCHEC AU PACTE DE BAGDAD

L'esprit de Genève a connu, avec la fin de l'année 1955, une mort sans gloire. Laissant de côté les grandes constructions pacifiques, les puissances en présence cherchent à l'heure actuelle à élargir leur réseau d'alliance, à consolider leur puissance, dans l'attente de la prochaine étape des relations internationales.

C'est l'U.R.S.S. qui a montré le plus de dynamisme dans la course de vitesse engagée entre les deux blocs. Les impérialistes ont fait des commentaires aigre-doux sur le voyage de Boulganine et Kroutchev aux Indes et en Birmanie. Mais si le resserrement des rapports entre l'U.R.S.S. et le gouvernement de Néhru revêt une grande importance, que dire des propositions d'aide économique à l'Égypte et à ses alliés du Moyen-Orient ? Toute cette zone était une chasse gardée du capitalisme, source de profits incomparables par ses ressources en pétrole, remarquable base d'agression militaire à quelques heures d'avion des frontières russes. La réaction alarmée de Londres et de Washington aux livraisons d'armes tchécoslovaques et aux propositions soviétiques est un excellent symptôme de l'importance que revêt le Moyen-Orient dans la stratégie des dirigeants impérialistes.

Conflits autour du pacte de Bagdad.

La Turquie, l'Irak, l'Iran et le Pakistan sont maintenant membres du pacte de Bagdad, organisé et patronné par l'Angleterre, avec la protection des États-Unis. Sur la carte, cette réplique du Pacte Atlantique fait belle figure ; dans les faits, elle représente beaucoup moins. Passe encore que la puissance militaire des signataires soit insignifiante ; mais la stabilité sociale, complément indispensable des coalitions provoquées par l'impérialisme, n'est profondément assurée dans aucun des pays du Moyen-Orient.

Nul n'ignore les violentes campagnes anti-impérialistes, accompagnées de manifestations de masse contre le Pacte de Bagdad et ses défenseurs, qui agitent la Syrie, la Jordanie, d'autres pays encore. La haine des peuples est une réalité plus tangible que les promesses des gouvernants réactionnaires. Les états capitalistes n'ignorent pas ce point faible de leur plan.

Le rôle de l'Égypte.

L'Égypte est au centre de la lutte contre le Pacte de Bagdad. C'est son appui qui décuple l'importance de toutes les campagnes hostiles aux Occidentaux. Déconcertante Égypte qui, au mépris des schémas sagaces construits par les commentateurs internationaux, accepte les armes venues des démocraties populaires et sollicite en même temps les capitaux anglo-saxons ! L'explication de sa politique est simple : depuis le mouvement militaire de Nasser, la bourgeoisie égyptienne cherche à développer sa puissance économique. Elle a, pour cela, un champ d'action naturel dans les pays voisins ; mais elle ne peut réaliser son expansion tant qu'existe une alliance dont elle n'est pas le pivot. Mais, surtout, l'Égypte a besoin de capitaux ; or ceux-ci lui ont été chichement mesurés par les Occidentaux jusqu'à présent. En prêtant l'oreille aux offres soviétiques, le gouvernement de Nasser a trouvé le moyen d'exercer sur les états impérialistes un chantage et une pression qui doivent à la longue assurer un « dégel » des crédits et des capitaux de l'Ouest. Le calcul ne semble pas mauvais : l'U.R.S.S. a proposé de contribuer

au financement du barrage d'Assouan ; aussitôt, les États-Unis et l'Angleterre qui feignaient d'ignorer les appels égyptiens, ont facilité l'allocation d'un prêt de 70 milliards de francs.

Perspectives de développement.

Nasser poussera sans aucun doute jusqu'aux limites du possible ce jeu d'équilibre. Aussi bien doit-on s'attendre à une accentuation de l'instabilité de la situation dans le Moyen-Orient. A cette instabilité contribuera aussi la rivalité entre les impérialistes anglais et américains, désireux de s'assurer le contrôle des sources de pétrole. La politique de l'État d'Israël qui masque sous un chauvinisme anti-arabe ses difficultés d'existence ne peut être également qu'un facteur de troubles.

Dans de telles conditions, la politique suivie par l'U.R.S.S. dans le Moyen-Orient peut porter ses fruits. Profiter des difficultés que ses propres contradictions font naître sous les pas de l'impérialisme, rechercher l'alliance, même limitée, avec des pays sous-développés : autant d'éléments d'une politique efficace pour la défense de l'U.R.S.S.

Faire appel aux masses.

Néanmoins, on ne peut, du point de vue même de l'efficacité, se borner à cette constatation. Car enfin, si virulents qu'ils soient dans leurs vituperations anti-impérialistes, tous les gouvernements du Moyen-Orient, Égypte et Sy-

rie incluses, sont des gouvernements bourgeois. Ils tirent profit de l'actuelle détente internationale pour arracher aux grands États impérialistes un maximum d'avantages. Rien de plus ! Et tôt ou tard, sous des formes encore imprévisibles, ils retourneront à l'alliance occidentale. Une aggravation de la situation internationale hâterait ce processus.

Méconnaître cette évolution, borner aux échanges diplomatiques la lutte contre les tentatives militaires de l'impérialisme, c'est risquer de se retrouver dans l'impasse dans un proche avenir. Ce sont les masses exploitées qui doivent fournir les bases concrètes d'une politique anti-impérialiste. C'est leur mobilisation qui a permis, en 1951-52, l'expropriation de l'Anglo-Iranien. C'est leur mobilisation qui peut seule briser définitivement l'emprise capitaliste au Moyen-Orient. Cette région de surexploitation est à l'heure actuelle un foyer révolutionnaire. Les partis qui, sans sectarisme, sauront joindre en une politique révolutionnaire les revendications des masses à la lutte générale anti-impérialiste rencontreront un écho énorme parmi les travailleurs.

L'impérialisme considère le Moyen-Orient comme une pièce maîtresse de son domaine. Il peut à tout moment décider de frapper un coup décisif dans cette région. Contre cette perspective et les menaces de guerre qu'elle implique, seule la lutte des exploités peut offrir un rempart efficace. J. ROBLIN.

Le Tome I^{er} des ECRITS de Léon Trotsky⁽¹⁾ - 1928-1940

Le Secrétariat de la IV^e Internationale avait entrepris un travail de longue haleine en décidant de traduire et de rassembler tant d'articles et de lettres de Léon Trotsky dispersés de 1928 à 1940 dans les *Bulletin de l'Opposition* ou dans des publications diverses. Mais la lecture de cet ouvrage, qui vient de paraître à la librairie Marcel Rivière, nous montre que ce n'était pas seulement un hommage à la mémoire de Trotsky, mais un travail plus qu'utile, nécessaire et qui restera au même titre que son « Histoire de la Révolution Russe » comme un document capital pour le mouvement révolutionnaire.

Le tome premier comprend des textes écrits de 1928 à 1932 et consacrés surtout aux circonstances de son exil, à la politique de l'Opposition de gauche en U.R.S.S., aux problèmes économiques et politiques de l'U.R.S.S. à la veille du II^e Plan quinquennal.

Documents pour l'histoire du mouvement ouvrier, ces « Ecrits » sont aussi et autant un instrument d'éducation et de culture fondamentale pour tous les militants, ouvriers ou intellectuels, parce que la plus grande partie des problèmes évoqués n'ont rien perdu de leur acuité et se posent même vingt-cinq ans plus tard avec une acuité plus grande. Trotsky écrivant *Staline théoricien* en 1930 juge par avance et condamne sans recours les indigestes et indigents « Problèmes économiques du Socialisme en U.R.S.S. » du même Staline, et toute son œuvre pseudo-scientifique. De la Révolution chinoise aux conférences du Désarmement, autant de problèmes toujours actuels, à la compréhension desquels Trotsky apporte la richesse incomparable de sa dialectique et sa magistrale élaboration de la théorie de la Révolution Permanente — combien justifiée aujourd'hui dans les faits.

Enfin, plus encore peut-être que ses ouvrages théoriques ou auto-biographiques, ces lettres et ces articles ressuscitent le journaliste et le polémiste redoutable que fut Léon Trotsky. Mais aussi parce qu'il était convaincu, comme il l'écrit, que « tout, dans le domaine de la théorie marxiste, est lié à l'action pratique » les dernières lettres de cet ouvrage annoncent déjà le regroupement de l'opposition de gauche d'où sortira dix ans plus tard, la IV^e Internationale.

Et lorsqu'il écrit en juin 1939 — moins d'un ans après avoir été chassé d'U.R.S.S. par la réaction stalinienne « *Aujourd'hui à nouveau, nous ne sommes qu'une société internationale de propagande. Je ne vois à cela aucun motif de pessimisme, bien que nous ayons derrière nous l'énorme montagne historique de la Révolution d'Octobre, ou pour parler plus exactement, précisément pour cela.* » Il nous donne aujourd'hui encore une magnifique leçon de confiance dans l'avenir du prolétariat.

C'est pourquoi non seulement le Tome I des « Ecrits » de Léon Trotsky doit avoir le maximum de lecteurs, mais il faut aussi en souscrivant d'ores et déjà pour le Tome II, donner au Secrétariat de la IV^e Internationale les moyens de continuer la publication de ces textes, qui sont autant d'armes pour les militants révolutionnaires.

(1) Editions Marcel Rivière, 31, rue Jacob, Paris-6^e. 1 vol. 1.000 fr.

PERMANENCE
64, Rue de Richelieu,
PARIS (2^e)
RIC. 03-52 et la suite
Métro : Bourse
Semaine, de 17 h. à 19 h.
le samedi, tout l'après-midi

VOUS LIREZ DANS IV^e INTERNATIONALE

Numéro de Décembre

Editorial :

La course « à la puissance » se poursuit.

Notes éditoriales :

Les élections françaises.
La révolution marocaine et ses répercussions.
Le foyer révolutionnaire du Proche-Orient.
Luttes de tendance dans le mouvement syndical allemand.

Les hommes qui ont forgé notre Internationale :
Pietro TRESSO (Blasco).

Le tome I des « Ecrits » de Léon Trotsky (1928-1940) vient de paraître.

Jean-Paul MARTIN :

L'industrialisation et la collectivisation en Chine.

E. GERMAIN :

En U.R.S.S., le « cours nouveau » atteint les usines. U.R.S.S. : La légalisation de l'avortement - Le travail des femmes - Architecture et métro de Moscou.

José Maria CRISPIM, ex-dirigeant du P.C. brésilien, adhère à la IV^e Internationale.

Les récentes grandes luttes du prolétariat argentin.

TJOKRO :

Les élections en Indonésie.

M. PABLO :

L'U.R.S.S. a-t-elle achevé la construction du socialisme ?

Le centenaire d'Eugène DEBS, la plus grande figure du socialisme américain.

Jean DELOT :

Fernand Léger, un primitif d'un âge nouveau.

Avant une grande lutte ouvrière

Après s'être manifestée dans le vote du 2 janvier, la volonté de changement de la classe ouvrière n'attendra pas le résultat des combinaisons parlementaires. Déjà, à Strasbourg, Lorient, dans la Région Parisienne les travailleurs entrent en action avec des grèves, des occupations d'usine, etc...

Cette action doit s'amplifier, se coordonner comme en juin 36, pour imposer un gouvernement des travailleurs, P.C.F.-P.S.

La période est difficile pour le Patronat, le mécontentement accumulé par les Travailleurs au cours des dernières années éclate et prend des formes de plus en plus combattives. Les grèves actuelles se mènent en occupant les usines. La grève Spiertz à Strasbourg est encore un exemple. Les travailleurs manifestent dans les rues.

C'est dans un tel climat qu'a surgi l'« Accord Renault », ce que de bonnes âmes s'empressent d'appeler une « voie nouvelle du syndicalisme ».

Les Houillères de France, Peugeot, la S.N.E.C.M.A., d'autres entreprises, apprécient rapidement les vertus de cette « nouvelle voie du syndicalisme » et emboîtent le pas à la R.N.U.R., consacrant ainsi une nouvelle politique des salaires de la part du Patronat. Le grand capital servi par la bonne conjoncture économique actuelle, lache des miettes et assortissant les « Accords » de préambules sur la collaboration de classe, tente de lier les travailleurs à leurs entreprises dans laquelle s'effectue « l'œuvre commune ».

On ne s'étonnera pas de voir les dirigeants de la C.F.T.C. et de F.O., toujours soucieux d'empêcher un développement des luttes ouvrières qui les obligeraient au FRONT UNIQUE avec la C.G.T. ou à perdre toute audience auprès des masses, apporter leur aide active à cette manœuvre patronale.

Pour les militants ouvriers le problème des « Accords de salaires » ne devint embarrassant que lorsque la C.G.T. adopta vis-à-vis de cette « nouvelle conception du syndicalisme » une position trouble.

D'abord contre, la C.G.T. modifia sa position après l'intervention du B. Frachon chez Renault, mais depuis quelque temps semble revenue à sa position initiale.

Pour bien comprendre les retournements successifs de la C.G.T., il faut revenir en arrière, au moment des grèves de cet été.

Alors que dans le pays le courant se renforçait en faveur d'une généralisation des luttes, la C.G.T. ne chercha même pas à coordonner les mouvements, au contraire, elle intervint essentiellement pour dire que les luttes devaient se mener par entreprises et qu'il ne fallait pas attendre un mot d'ordre général qu'elle ne donnerait pas.

Quand Benoit Frachon intervient chez Renault pour la signature de l'« Accord » cela signifie encore que la C.G.T. se refuse d'ouvrir des perspectives de lutte de classe aux travailleurs qu'elle est d'accord pour la Pause et que pour elle le problème ne se pose pas d'une lutte d'ensemble sur des revendications générales, mais que les militants doivent se mobiliser seulement sur les revendications particulières, sur les avenants, dans le cadre du régime.

Cependant au Congrès de l'Union Départementale de la Seine, les militants entendent peu après Lunet déclarer à propos des « accords » régionaux de la Métallurgie Parisienne : « Le problème n'est pas de signer ou de ne pas signer ». Et la C.G.T. reprend peu après sa première attitude. Chez Peugeot la section syndicale C.G.T. refuse de signer l'accord proposé ; aux Houillères même position.

Et si aujourd'hui l'appareil se réadapte, reprend une position plus juste par rapport aux « Accords » de salaires il n'empêche que la MOBILISATION DES MASSES ne se fait pas sur des termes vagues.

Par exemple, il n'existe plus de revendication générale PRECISE : les 40 francs sont abandonnés !

Chez Peugeot, les ouvriers ont montré qu'ils étaient contre la politique des « accords », 84 % d'entre eux ont voté CONTRE. Chez Renault il en eût été de même si le P.C.F. et la C.G.T. avaient eu la même orientation.

C'est en ouvrant des PERSPECTIVES REVOLUTIONNAIRES que la C.G.T. pratiquant une politique de FRONT UNIQUE envers les autres centrales syndicales MOBILISERA les TRAVAILLEURS.

C'est en suscitant des conférences unitaires par industrie pour l'établissement de conventions collectives nationales, c'est en coordonnant toutes les luttes, en généralisant les expériences de celles-ci, reprenant les méthodes de lutte de Saint-Nazaire et de Nantes.

C'est en répondant aux aspirations socialistes des masses que la C.G.T. gagnera des centaines de milliers d'adhérents qui attendent d'elle qu'elle adopte une politique enfin conforme aux intérêts ouvriers.

P. VATAUD.

Echos de la Campagne électorale

André MARTY aux travailleurs du 13^e arrondissement

Au cours de la campagne électorale, André Marty s'est adressé par tracts aux ouvriers du 13^e arrondissement de Paris dont il fut l'élu depuis février 1929.

Ce tract qui explique aux travailleurs que, pour que ça change, ils doivent agir, est plus précis, plus net que le livre « L'Affaire Marty » qui parut en 1955, sur la question du parti révolutionnaire :

« Pour que ça change, dit André Marty, il faut donc que se recréent les groupes ouvriers révolutionnaires orientés par la théorie marxiste et surtout par l'expérience vécue de ces 20 dernières années. Ainsi la campagne électorale aidera à reconstituer le véritable parti ouvrier révolutionnaire qui manqua lors des grèves générales d'août 1953 comme lors des grèves de l'Ouest en été 1955. »

André Marty est également plus précis que jamais sur le Front Populaire de 1936 :

« Aujourd'hui, ils reparlent du Front Populaire. Mais les conventions collectives, les congés payés, le contrôle ouvrier sur l'embauchage et le débauchage ont été imposés au gouvernement Blum-Daladier en juin 1936 par l'occupation des usines... Quand les dirigeants des partis socialiste et communiste ont réussi à arrêter cette action, beaucoup d'avantages ont été repris peu à peu... »

Cette prise de position d'André Marty sera saluée par tous les révolutionnaires. Elle contribuera à la progression politique de militants communistes ; elle aidera au renouveau du mouvement révolutionnaire en France.

Malheureusement, André Marty dans ce tract est silencieux sur ce que les ouvriers devaient faire dans ces élections. Le vote pour les candidats du P.C.F. était une manifestation de classe n'impliquant pas l'approbation de la politique des dirigeants de ce parti.

MENDÈS-FRANCE

Sans doute pour rallier un plus grand nombre d'électeurs à son « Front Republicain », Mendès-France a découvert deux « monstres » inconnus : les « femmes » et les « ouvriers » !

Il s'est adressé aux premières au cours d'un grand meeting à la Mutualité qui lui permit de donner libre cours à son sens du bluff et de la publicité : portes fermées alors que la salle n'est qu'à moitié pleine (ce qui permet aux nombreux photographes convoqués de prendre d'impressionnantes photos de la foule « qui n'a pu trouver place dans la salle »), éclairages savamment dosés, supporters féminins venus en autocars de son fief de l'Eure, etc... Et un public féminin plutôt « bien vêtu », devant lequel le nouveau Messie de la bourgeoisie se livra à son numéro habituel, auquel d'ailleurs peu de travailleuses ou de compagnes de travailleurs se sont laissées prendre. Elles n'ont pas besoin elles de homélies de Mendès ni des sages conseils de Françoise Giroud qui leur recommandait dans l'Express du 13 décembre de ne pas voter pour un « Prince charmant » (ce qui n'est tout de même pas très gentil pour P.M.F.) pour savoir comment donner un sens de classe à leur vote.

Les « ouvriers », eux, eurent droit à une longue enquête de Béatrice Beck - Prix Goncourt - sur la misère de la classe ouvrière, ses bas salaires et les inhumaines conditions imposées par certains patrons de combat, genre Michelin ou Citroën dont elle dénonce la « dureté et l'égoïsme » avec une vertueuse indignation. Mais, chose étrange, à travers ses pérégrinations « de fabrique en café ou en gargote » (sic), Béatrice Beck ne semble pas avoir rencontré un seul ouvrier révolutionnaire pour lui dire qu'un jour les comptes seraient réglés avec les patrons de combats et les autres.

Quant au duel (oratoire) Mendès-Duclos qui devait être le clou de cette campagne, s'il permit à un des secrétaires du P.S., Commin, de donner libre cours à un anticommunisme imbécile et réactionnaire, il démontra surtout l'enthousiasme des militants du P.C. et leur volonté

Les candidats anarchistes

à Paris

Dans le 1^{er} secteur de la Seine, la Fédération Communiste anarchiste avait présenté une liste de candidats. Cette action et les documents publiés au cours de la campagne constituent une nouvelle étape dans le développement d'une tendance du mouvement anarchiste qui, sous la pression des événements, se trouve influencée par les thèses du marxisme révolutionnaire, mais se trouve encore entravée dans sa marche en avant par la défiguration stalinienne du communisme.

d'unité d'action qui saura balayer les stratèges du Front Republicain comme les attermolements de leur propre direction.

Regroupement des fascistes

Poujade lui n'a pas encore besoin de chemises de couleur noire ou brune pour les numéros de strip-tease qu'il effectuait à chacune de ses réunions, mais il a pourtant ressuscité des méthodes qui nous ramènent vingt ans en arrière, au temps des Camelots du Roy et des « dispos » du Colonel de la Rocque tandis que lui-même a repris à nos anciens trublions fascistes au petit pied tout leur arsenal xénophobe et antisémite. Ses « troupes de choc » se sont surtout signalées dans les provinces les plus arriérées, et contre des ennemis personnels, du genre Mitterand ; en tout cas ses commandos - fils à papa soi-disant étudiants en droit ou anciens d'Indochine - n'ont jamais osé se manifester dans les réunions ouvrières, car la risposte des travailleurs aurait été immédiate.

Le fort-en-queue Poujade peut avoir « piqué » un certain nombre de sièges à la bourgeoisie, qui semble désormais avoir laissé définitivement pour compte les Trochu et autres Ramarony ; les dix millions les travailleurs qui viennent de se prononcer pour le Parti Communiste pour le Parti Socialiste auront mis un terme à ses rodomontades avant que son commissaire Dides ne devienne Préfet de Police.

GOUVERNEMENT P.C.F. - P.S.!

(Suite de la première page)

élus communistes et socialistes aurait, pour mener une politique audacieuse, l'appui irrésistible de toutes les masses travailleuses.

La plupart des dirigeants socialistes ne cherchent qu'à devenir une fois de plus les « gérants loyaux » du capitalisme. Ils affectent de mépriser les appels du PC et sont pleins d'admiration pour un Mendès-France qui n'a ni dans le pays ni au Parlement un poids considérable à celui du PC, mais qui dispose de la confiance d'une aile du très grand capital. Toutefois, dans le PS est en train de grandir un courant pour l'unité d'action avec le PC. Au Conseil National qui précéda les élections, la majorité des Fédérations était pour un apparentement électoral; ce n'était pas, tant s'en faut, le front unique, mais seulement un pas vers celui-ci. La poussée ouvrière renforcera numériquement et politiquement le courant unitaire au sein du PS (1).

La direction du PC a mis en avant le mot d'ordre du Front Populaire. Elle propose au PS et au parti radical une entente pour un gouvernement de gauche. Elle veut obtenir le soutien des ouvriers à cette formule en leur rappelant l'année 1936. Mais le Front Populaire, ce n'était pas Juin 1936. Le Front Populaire, ce fut un accord des partis ouvriers et du parti radical sur un programme de réforme du régime capitaliste, un programme de limitation des revendications des travailleurs, un programme de renonciation à des mesures décisives contre la propriété et l'Etat capitalistes. En Juin 36 les ouvriers occupèrent les usines, et le patronat céda une série de concessions importantes. Mais, aussitôt que les dirigeants ouvriers, Blum et Thorez, proclamèrent qu'il fallait terminer la grève, qu'il fallait faire la pause, que les uns et les autres dénoncèrent les « provocateurs » qui voulaient mener la lutte à fond, le patronat se lança dans une offensive pour regagner le terrain perdu, et les ligues factieuses exploitèrent les déceptions engendrées par les gouvernements Front populaire pour enrôler une clientèle de petits bourgeois contre le mouvement ouvrier. C'est la Chambre Front populaire de 1936 qui sombra deux ans après dans la réaction et la guerre.

La direction du PC propose une réédition du Front Populaire de 1936 qui ne rapporterait pas ce qu'a donné le mouvement de Juin 36 mais une bonne partie des déceptions du Front Populaire en 1938 et 1939.

On ne peut pas changer sérieusement la situation du pays si on ne s'attaque pas aux trusts, aux capitalistes, à ces « 200 familles » qui possèdent effectivement la direction du pays, qui furent dénoncées par le Front Populaire en 1936 tout en se gardant bien d'y toucher, et qu'on ne mentionne même pas aujourd'hui.

Les réformes du programme de Mendès-France visent à assainir la situation de l'économie du grand capital, pour le plus grand profit de celui-ci, non à créer une économie au service des masses.

La seule issue, c'est une politique audacieuse des grands partis ouvriers, une politique d'expropriation des trusts, des monopoles, des banques, une politique de libération des peuples colonisés avec le retrait des troupes françaises, une politique de paix et d'échanges commerciaux avec tous les peuples, une politique de planification de l'économie française pour les besoins des masses travailleuses, une politique d'amélioration immédiate des conditions de vie des travailleurs, une politique de réduction massive des budgets de guerre et de police, une politique de construction de logements, d'écoles...

Une telle politique révolutionnaire mobiliserait les millions de travailleurs qui ont voté pour les grands partis ouvriers, avec l'espoir qu'ils agiront avec beaucoup d'audace. Plus encore, elle disloquerait le mouvement poujadiste et les formations fascistes qu'il couve, en donnant précisément aux masses qui ont voté Poujade la perspective dont elles sont actuellement dépourvues. N'oublions pas que Poujade a gagné ses voix non sur un programme réformiste, mais en prétendant bouleverser le régime. N'oublions pas que ces masses petites-bourgeoises répugnent aux manœuvres parlementaires et qu'elles ont par contre soutenu les ouvriers chaque fois que ceux-ci, comme à Nantes, ont employé leur force.

Le Parti Communiste Internationaliste (section française de la IV^e Internationale) appelle tous les militants révolutionnaires à lutter dans la classe ouvrière pour obliger les grands partis ouvriers à cesser toute politique de compromis avec les partis bourgeois, et à constituer le seul gouvernement qui puisse sortir le pays du gâchis capitaliste, un gouvernement du PC et du PS s'entendant sur un programme anticapitaliste et anti-impérialiste, inaugurant la construction d'une société socialiste.

C'est par l'action dans les entreprises et les quartiers, c'est par la construction de comités de front unique dans les en-

treprises et les quartiers que la classe ouvrière s'opposera d'abord aux manœuvres parlementaires des dirigeants du PC et du PS avec les formations bourgeoises, qu'elle leur imposera la formation d'un gouvernement de front unique PC-PS sur un programme anticapitaliste et anti-impérialiste.

Dans le PS et dans le PC les courants de gauche ne tarderont pas à se renforcer. La propagation des idées révolutionnaires, concrétisées dans le programme de la IV^e Internationale, trouvera un terrain plus favorable que jamais. Le Parti Communiste Internationaliste (section française de la IV^e Internationale) appelle tous les militants attachés au marxisme révolutionnaire à se joindre à lui et à son activité pour donner la plus grande efficacité à son action et œuvrer ainsi à la victoire de la révolution prolétarienne et de la IV^e Internationale dans les grandes luttes qui viennent d'être annoncées pour la France.

(1) Le Bureau Politique a adressé une lettre au Congrès du Parti Socialiste à Puteaux, lui demandant de décider de constituer le gouvernement avec le PCF.

La Révolution Algérienne

(Suite de la première page)

son programme algérien. Sous la façade « révolutionnaire », spectaculaire de ses propositions : le président du conseil s'installera à Alger « pour surmonter, sur place, les résistances administratives et mettre à la raison les féodalités militaires et financières qui font la loi », Mendès s'étend presque toutes les questions vitales. Il n'est question pour lui que de la dissolution de l'Assemblée Algérienne qui en fait a déjà cessée d'exister, « d'élections générales totalement libres » et de distributions alimentaires.

Quoi qu'il en soit, ce programme « à la tunisienne » tranche singulièrement avec les propos du même Mendès tenus à l'Assemblée Nationale fin 1954. Il ne tenait qu'à lui de mettre en application ses principes avant que n'éclate l'insurrection de la Toussaint.

Le secret de la nouvelle attitude de Mendès-France et de la plupart des fractions du capitalisme ne doit pas être recherché ailleurs que dans le changement du rapport des forces en faveur du peuple algérien. La bourgeoisie française redoute un nouveau Dien-Bien-Phu. Elle veut traiter avant de connaître la débâcle.

Les projets de règlement fleurissent à l'infini. Edgar Faure tient en poche un statut « sicilien ». Le général Jacquot propose de concentrer la population française dans une zone côtière qui demeurerait territoire français, alors que le reste de l'Algérie bénéficierait de l'autonomie interne. D'autres proposent un suprême fédératif, etc.

A cela le PCF répond que c'est le Front populaire qui fera la paix en Algérie. Il conviendrait d'être prudent sur ce point, car le Front populaire n'a pas laissé un excellent souvenir aux travailleurs algériens. C'est un gouvernement de Front populaire qui prononça en 1937 la dissolution du mouvement nationaliste en l'assimilant aux ligues fascistes.

Les dirigeants du PCF ne doivent pas s'étonner du peu d'empressement des travailleurs algériens à voter pour les candidats communistes après la ratification des accords tunisiens, après le vote de confiance à Faure-Pinay sur le Maroc, après la relance par Thorez du mot d'ordre impérialiste de l'Union Française vomi par les peuples d'Afrique du Nord. Les organisations nationalistes d'Algérie ont donné comme directive à

l'immigration de s'abstenir de voter pour des raisons de principes parfaitement justifiées. Elles n'auraient pu faire une dérogation qu'en présence de candidatures anti-colonialistes dénuées de tout esprit de compromission avec l'impérialisme et répudiant nettement l'Union Française.

L'impérialisme médite un repli tactique en Algérie du fait qu'il n'a plus les moyens de préserver sa domination par le seul emploi de la force. Il commence à être parfaitement conscient que l'Algérie traverse une profonde période révolutionnaire. Sa stratégie, que ce soit celle d'Edgar Faure ou celle de Mendès, vise à contenir et à briser cette révolution qui connaîtra en Algérie sa plus grande ampleur.

Les dirigeants du PCF seront finalement les derniers à admettre cette réalité révolutionnaire qui perturbe leur ligne politique de collaboration avec la bourgeoisie. Continuer à s'en remettre à la bourgeoisie pour le règlement de la question algérienne revient à abandonner le peuple algérien face aux combinaisons contre-révolutionnaires des impérialistes. L'exemple du Viet-Nam comme celui de la Tunisie montre le désir de l'impérialisme d'empêcher des solutions véritables et d'éterniser les conflits au détriment des peuples opprimés.

Le soutien inconditionnel de la classe ouvrière française apporté à la révolution algérienne et nord-africaine en pleine essor peut seul, assurer rapidement un règlement réellement pacifique et progressif en Algérie. Il n'y a pas de conquête sans lutte. Le prolétariat français dispose de la force et des moyens nécessaires pour imposer promptement la paix en Algérie et réduire à néant les savantes combinaisons contre-révolutionnaires de la bourgeoisie. En renonçant à l'emploi de cette force et de ces moyens les dirigeants des grandes organisations ouvrières commettraient un véritable crime envers le peuple algérien et le socialisme.

Les maquis algériens combattent non seulement pour assurer un avenir libre à l'Afrique du Nord, ils combattent aussi pour nous, pour le prolétariat français et international. Pour assurer la victoire commune on doit leur tendre franchement et loyalement une main fraternelle.

Robert LEBLOND.